

## RENTÉE DES CLASSES À LA CANADIENNE

Une nouvelle université privée du Caire offrira un enseignement supérieur canadien de la plus haute qualité dans un cadre égyptien et aura à long terme des retombées positives sur le Canada et l'Égypte.

Une nouvelle université privée ouvre ses portes au Caire cet automne dans une atmosphère décidément canadienne. L'Université canadienne Al-Ahram, sorte d'établissement hybride qui se donne pour mission d'offrir un enseignement supérieur canadien de la plus haute qualité dans un cadre universitaire égyptien, accueille sa première cohorte de 1 000 étudiants en septembre.

À la nouvelle université, qui occupe un campus de 80 hectares et de 180 millions de dollars dans la banlieue du Caire, les cours se donneront en anglais et suivront

les programmes, les méthodes pédagogiques et les pratiques administratives définis par l'Association des universités et collèges du Canada (AUC). Les étudiants obtiendront à leur promotion des grades équivalents à ceux que décernent les universités canadiennes.

« Nous avons à cœur de produire des gens bien préparés, bien formés et bien éduqués, conformément

aux normes canadiennes, explique Farouk Ismaïl, président de la nouvelle université. Nous voulons préparer des jeunes venus d'Égypte et d'ailleurs à devenir des dirigeants à l'esprit éclairé. Nous voulons leur inculquer la pensée critique qui sous-tend le civisme responsable ainsi que l'ouverture sociale

photo : avec la permission d'Al-Ahram



Campus de l'Université canadienne Al-Ahram : Offrir dans un cadre universitaire égyptien ce qu'il y a de mieux dans l'enseignement supérieur canadien.

et éthique nécessaires à leur épanouissement dans notre monde du savoir. »

L'université canadienne du Caire est une entreprise commerciale d'un organisme d'État, l'Établissement Al-Ahram. Cet empire médiatique diversifié qui comprend le journal quotidien en langue arabe au plus grand tirage du Moyen-Orient, *Al-Ahram*, a fait appel à des conseillers techniques de l'AUC pour créer la nouvelle université à partir de zéro, c'est-à-dire en faisant table rase de la tradition égyptienne.

Qui dit méthodes d'enseignement canadiennes, par exemple, dit recherche effectuée en mode autonome par les étudiants (par opposition à l'apprentissage par cœur), recours à des ouvrages didactiques canadiens et application d'innovations canadiennes positives comme l'enseignement coopératif et les stages qui intègrent l'expérience pratique dans le programme scolaire. En première année, le programme d'études commun inculque aux étudiants une base générale solide, plutôt que de les spécialiser immédiatement.

« Je veux voir la méthode pédagogique canadienne appliquée ici, en Égypte », insiste M. Ismaïl, ex-président de l'Université du Caire et président de la

commission pour l'enseignement et la recherche du sénat égyptien, nommé à ce poste par le président Hosni Moubarak.

La nouvelle université, mise sur pied à la suite de rencontres en tête-à-tête et d'autres formes de consultations entre professeurs et administrateurs canadiens et égyptiens, respectera les normes scolaires des deux pays.

« Nous n'imposons pas un programme canadien en Égypte, assure Walid Madhoun, chef de projet à l'AUC. Nous présentons aux Égyptiens un modèle de conception des programmes qui aboutira à l'équivalent d'un programme canadien de qualité. »

Bien que la coopération bilatérale entre les universités du Canada et celles d'autres pays soit relativement courante, c'est la première fois qu'elle atteint une telle envergure, de sorte qu'il s'agit d'une percée pour les relations universitaires et politiques du Canada à l'étranger. Plusieurs Canadiens éminents siégeront au conseil d'administration de la nouvelle université, dont Lloyd Axworthy, président de l'Université de Winnipeg, Lise Bissonnette, présidente-directrice générale de la Bibliothèque nationale du Québec, Philip MacKinnon, ambassadeur du Canada en Égypte, et Michel de Salaberry, ex-ambassadeur du Canada

en Égypte. En outre, le corps enseignant initial de 50 à 60 membres sera composé à 40 p. 100 environ d'universitaires égyptiens qui vivent actuellement au Canada.

« Tous les pays cherchent à acquérir de meilleurs moyens d'offrir à leurs citoyens l'enseignement supérieur de haute qualité qu'ils réclament de plus en plus, et beaucoup de ces pays vont vouloir coopérer avec des universités canadiennes », prédit Karen McBride, vice-présidente aux relations internationales de l'AUC.

Jean-Philippe Tachdjian, directeur adjoint du Groupe de la commercialisation de l'éducation à Commerce international Canada, qui a été affecté au Caire au tout début du projet, est convaincu que l'université rapportera des avantages au Canada à long terme.

« Dans l'avenir, des milliers d'Égyptiens et d'habitants de tout le Moyen-Orient seront fiers de se dire diplômés de l'Université canadienne Al-Ahram, affirme-t-il. À mesure que ces diplômés accéderont à des postes influents, le Canada en recueillera des retombées positives sur les plans de la diplomatie ouverte, des échanges commerciaux et des relations politiques avec les peuples de la région. »

L'université va se développer par étapes. Dans un premier temps, quatre universités canadiennes membres de l'AUC ont été jumelées aux quatre facultés initiales de l'institution : communication de masse et journalisme (Université Carleton); informatique (École Polytechnique de Montréal); administration des affaires (Université McMaster); et pharmacie (Université Memorial de Terre-Neuve). D'autres se joindront à elles à mesure qu'Al-Ahram prendra de l'expansion; dès 2010, celle-ci devrait se doter d'un éventail complet de 12 facultés d'arts libéraux et d'enseignement supérieur professionnel et accueillir une population de 10 000 étudiants.

Le chef de l'équipe de l'Université Carleton, Allan Thompson, professeur adjoint de journalisme, souligne que ses collègues et lui fournissent des conseils sur des sujets fort divers, de l'organisation d'un stage de travail coopératif jusqu'au choix des manuels canadiens à employer en classe. « Il ne s'agit pas de créer une copie conforme de Carleton en Égypte, précise-t-il. Il s'agit d'une faculté de journalisme basée en Égypte qui répond aux normes canadiennes. »

Il s'empresse d'ajouter que, pour les universitaires canadiens, l'occasion d'assister à la naissance d'une nouvelle université, rarissime au Canada, est remarquable.

Ce qui vaut aussi pour M. Ismaïl. Après plus de 40 ans consacrés à l'enseignement supérieur, l'ex-doyen d'une faculté de génie veut adopter les pratiques pédagogiques canadiennes qui serviront mieux la population postsecondaire égyptienne, laquelle est en croissance rapide.

« Nous devons préparer nos étudiants à répondre aux besoins qu'engendre la mondialisation, fait-il remarquer. Il faut ouvrir toutes les portes et tirer profit de l'expérience des autres. »

## Les études à l'étranger : un monde à découvrir

Quel meilleur moyen de découvrir le monde, d'acquérir de nouvelles compétences et de côtoyer d'autres cultures que d'étudier dans un pays étranger?

Les bourses internationales sont de plus en plus recherchées des jeunes à l'affût de ce genre d'occasion, tant des Canadiens qui veulent étudier dans d'autres pays que des étudiants étrangers attirés par les établissements d'enseignement canadiens.

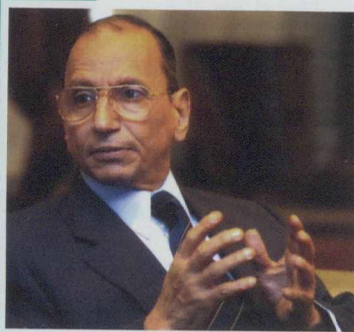
Les gouvernements du monde entier reconnaissent la valeur de ces échanges internationaux et proposent des programmes qui assument une partie du coût des études à l'étranger. Les Canadiens qui veulent parfaire leur éducation à l'étranger et les étudiants d'autres pays qui envisagent des études au Canada peuvent profiter des accords multilatéraux et bilatéraux d'échanges éducatifs qui lient le Canada à divers pays étrangers, dont l'Allemagne, le Chili, la Chine, la Colombie, la Corée du Sud, l'Espagne, la France, l'Italie, le Japon, le Mexique, les Pays-Bas, les Philippines et la Russie.

Les Canadiens peuvent aussi profiter de l'adhésion du Canada au Commonwealth, à la Francophonie et à l'Organisation des États américains. Les bourses offertes par ces organisations et leurs pays membres s'appliquent aux études de deuxième ou de troisième cycle et à la recherche et comprennent généralement les frais d'inscription, les frais de voyage, les allocations de subsistance et l'assurance-maladie, pour des périodes de six mois à quatre ans.

Quiconque souhaite étudier à l'étranger et veut obtenir de plus amples renseignements sur les critères applicables à un pays en particulier et sur la marche à suivre pour demander l'aide du gouvernement canadien ou d'un gouvernement étranger devrait visiter le site Web principal des programmes de bourses canadiennes et internationales, à [www.bourses.gc.ca](http://www.bourses.gc.ca).

Les étudiants de pays étrangers membres de la Francophonie sont aussi admissibles à des bourses offertes dans le cadre du Programme canadien de bourses de la Francophonie. Ils trouveront de plus amples renseignements à [www.pcbf.gc.ca](http://www.pcbf.gc.ca) et la liste complète des pays membres à [www.francophonie.org](http://www.francophonie.org).

photo : avec la permission d'Al-Ahram



Selon M. Farouk Ismaïl, le président de cette université privée, ses diplômés seront « bien préparés, bien formés et bien éduqués, conformément aux normes canadiennes ».